

---

# Annexes

---



## **Avertissement**

Le territoire économique couvert par la base 2010 des comptes nationaux comprend le territoire métropolitain et les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique et Mayotte).

Les données chiffrées sont parfois arrondies, en général au plus près de leurs valeurs réelles. Le résultat arrondi d'une combinaison de chiffres (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut être légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

## **Signes conventionnels utilisés**

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
<i>e</i>	Estimation
<i>p</i>	Données provisoires
n.s.	Résultat non significatif
<i>sd</i>	Données semi-définitives
€	Euro
M	Million
Md	Milliard
<i>Réf.</i>	Référence

# Tableaux de référence de la comptabilité nationale

## 1. Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente chaînés (en %)			2015		
	2013	2014	2015	Milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Contributions au PIB (en %)
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>1,3</b>	<b>2 181,1</b>	<b>0,6</b>	<b>1,3</b>
Importations de biens et de services	2,1	4,7	6,6	685,0	-3,0	-2,1
<b>Ensemble des emplois finals</b>	<b>0,9</b>	<b>1,6</b>	<b>1,0</b>	<b>2 866,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>3,3</b>
Consommation finale effective des ménages	0,7	0,9	1,6	1 540,7	-0,2	1,1
<i>dont : dépense de consommation...</i>						
... finale des ménages	0,5	0,7	1,5	1 156,0	-0,2	0,8
... individuelle des administrations	1,4	1,8	1,6	339,2	-0,2	0,3
Consommation finale effective des administrations publiques	1,5	-0,1	1,0	182,7	-0,3	0,1
Formation brute de capital fixe	-0,8	-0,3	1,0	469,2	-0,3	0,2
<i>dont : des entreprises non financières</i>	<i>0,2</i>	<i>1,6</i>	<i>2,8</i>	<i>262,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,3</i>
<i>des ménages</i>	<i>-0,5</i>	<i>-3,5</i>	<i>-0,8</i>	<i>107,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,0</i>
<i>des administrations publiques</i>	<i>-0,7</i>	<i>-5,7</i>	<i>-3,8</i>	<i>75,3</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,1</i>
Variation des stocks <sup>1</sup>	0,2 <sup>2</sup>	0,5 <sup>2</sup>	0,1 <sup>2</sup>	18,6	///	0,1
Exportations de biens et de services	1,9	3,3	6,1	654,9	-0,4	1,8

1. Y compris les acquisitions moins cessions d'objets de valeur.

2. Contributions à la croissance du PIB.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

## 2. Valeur ajoutée brute par branche

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente chaînés (en %)			2015
	2013	2014	2015	(en milliards d'euros courants)
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>-1,9</b>	<b>13,2</b>	<b>-4,4</b>	<b>33,9</b>
<b>Industrie manufacturière, industries extractives et autres</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,4</b>	<b>2,4</b>	<b>274,1</b>
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	4,9	-0,9	1,5	55,2
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,0	0,8	2,2	44,7
Cokéfaction et raffinage	-5,3	80,6	7,0	0,3
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	2,8	-0,4	1,0	30,2
Fabrication de matériels de transport	-4,0	-11,2	10,2	22,3
Fabrication d'autres produits industriels	0,4	0,1	1,8	121,6
<b>Construction</b>	<b>0,5</b>	<b>-2,3</b>	<b>-2,9</b>	<b>106,2</b>
<b>Services principalement marchands</b>	<b>0,4</b>	<b>1,0</b>	<b>1,5</b>	<b>1 087,6</b>
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	0,1	0,6	2,2	345,5
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1,0	1,3	2,8	199,5
Transports et entreposage	-2,3	-0,8	1,5	90,9
Hébergement et restauration	0,6	0,1	1,0	55,0
Information et communication	-0,5	2,7	2,6	96,8
Activités financières et d'assurance	0,0	1,8	-1,2	87,4
Activités immobilières	1,6	1,0	1,4	248,8
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	0,3	0,9	1,4	250,3
Autres services	0,0	-0,1	0,8	58,7
<b>Services principalement non marchands<sup>1</sup></b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>	<b>448,1</b>
<b>Ensemble</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>1,1</b>	<b>1 949,8</b>

1. Les services principalement non marchands regroupent l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

### 3. Quelques éléments du tableau économique d'ensemble

à prix courants

	Évolution (en %)			2015
	2013	2014	2015	(en Md€)
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>1,4</b>	<b>1,2</b>	<b>1,9</b>	<b>2 181,1</b>
Valeur ajoutée au prix de base	1,3	1,0	1,7	1 949,8
Impôts sur les produits nets des subventions sur les produits <sup>1</sup>	1,8	2,3	4,0	231,2
<b>Revenu national brut</b>	<b>1,3</b>	<b>1,1</b>	<b>2,2</b>	<b>2 216,5</b>
<b>Revenu disponible brut de l'ensemble de l'économie</b>	<b>1,2</b>	<b>0,9</b>	<b>2,6</b>	<b>2 168,2</b>
<b>Valeur ajoutée brute des secteurs</b>				
Valeur ajoutée des entreprises	1,1	0,8	2,1	1 335,8
Sociétés non financières	1,3	0,8	2,4	1 109,8
Entreprises individuelles	- 3,1	- 1,0	0,9	130,1
Sociétés financières	5,3	4,2	- 0,3	95,8
Valeur ajoutée des administrations publiques	1,9	1,6	0,8	363,6
<b>Éléments de partage de la valeur ajoutée</b>				
Rémunération des salariés des entreprises	1,2	1,1	1,4	800,6
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	0,2	2,3	4,8	501,1
Rémunération des salariés des administrations	1,7	2,0	1,0	281,5
<b>Sociétés non financières</b>				
Excédent brut d'exploitation	0,3	2,2	6,1	349,0
Revenus de la propriété nets versés	- 12,6	4,2	- 14,9	64,8
Épargne brute	5,0	2,7	16,6	218,9
Formation brute de capital fixe	0,9	1,6	2,7	253,7
Variation des stocks (évolution en Md€)	2,0	10,6	4,8	19,8
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (évolution en Md€)	9,4	- 9,7	19,5	- 35,5
Taux de marge <sup>2</sup> (évolution en points)	- 0,3	0,4	1,1	31,4
Taux d'autofinancement <sup>3</sup> (évolution en points)	2,9	0,8	10,3	86,3
<b>Sociétés financières</b>				
Excédent brut d'exploitation	13,2	10,7	0,1	37,7
Formation brute de capital fixe	- 18,1	19,6	6,6	18,9
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (évolution en Md€)	- 11,3	- 3,8	- 5,8	- 4,1
<b>Ménages, y compris entreprises individuelles (EI)</b>				
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte hors EI <sup>4</sup>	0,6	1,1	0,1	177,4
Revenu mixte net des EI	- 5,8	- 0,9	3,8	85,8
Salaires nets reçus	0,6	0,6	1,4	721,0
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature <sup>5</sup>	2,9	2,2	1,9	477,3
Revenus de la propriété nets reçus	0,5	- 0,1	- 1,2	108,9
Impôts courants	4,9	1,5	1,7	215,9
Revenu disponible brut	0,3	0,8	1,4	1 352,0
Dépense de consommation finale	1,1	0,8	1,3	1 156,0
Revenu disponible brut ajusté	0,7	1,1	1,5	1 736,7
Consommation effective des ménages	1,4	1,1	1,4	1 540,7
Épargne brute	- 4,5	1,2	2,1	196,0
Formation brute de capital fixe	- 1,0	- 2,3	- 0,6	116,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (évolution en Md€)	- 8,4	3,9	5,2	74,6
Taux d'épargne <sup>6</sup> (évolution en points)	- 0,7	0,1	0,1	14,5
Taux d'épargne financière <sup>7</sup> (évolution en points)	- 0,6	0,3	0,3	5,5
<b>Relations avec le reste du monde</b>				
Exportations de biens (FAB)	0,7	0,7	5,8	472,2
Importations de biens (FAB)	- 1,4	- 0,5	2,1	493,4
Exportations de services - importations de services (en Md€)	- 5,0	- 7,8	- 3,3	- 8,8
Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde (en Md€)	- 0,5	- 6,7	13,8	- 13,0
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation (en Md€)</b>	<b>4,7</b>	<b>- 9,4</b>	<b>26,3</b>	<b>- 43,1</b>

1. Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et d'autres impôts sur les produits (TICPE, taxes sur les tabacs, sur les alcools...).

2. Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute. 3. Épargne brute / formation brute de capital fixe. 4. Excédent principalement tiré de la location

de logements, y c. les loyers imputés que les propriétaires se versent à eux-mêmes, et de l'autoconsommation. 5. Les prestations sociales autres que

les transferts sociaux en nature sont principalement des prestations en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités

chômage, RSA). 6. Épargne brute / revenu disponible brut 7. Capacité de financement / revenu disponible brut.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

# Chronologie 2015

## Janvier

### France

- 01** Le Smic est revalorisé de 0,8 % : il passe à 9,61 euros bruts de l'heure contre 9,53 euros en 2014, soit un montant brut mensuel de 1 457,52 euros. Le revenu de solidarité active (RSA) est revalorisé de 0,9 %, passant à 513,88 euros pour une personne seule. Pour relancer la construction, le dispositif de prêt à taux 0 (PTZ) est étendu aux logements anciens et le dispositif Duflot assoupli.  
Pacte de responsabilité : les charges sur les entreprises devraient être allégées de 6,5 milliards d'euros (suppression progressive de la contribution sociale de solidarité des sociétés - C3S -, allègement de charges sur les bas salaires). Le bénéfice de ces mesures est cumulable avec celui du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).
- 07** Attentats islamistes contre Charlie Hebdo
- 09** Le 7 janvier, puis contre un supermarché casher le 9 janvier ; les trois terroristes sont abattus par la police et la gendarmerie.
- 11** Manifestation de soutien à la France réunissant de nombreux chefs d'État étrangers.

### Union européenne hors France

- 01** La Lettonie prend la présidence de l'Union européenne pour six mois. La Lituanie intègre la zone euro. L'euro démarre l'année au plus bas face au dollar. Le Smic fait ses débuts en Allemagne : il s'établit à 8,50 € de l'heure.
- 09** Le Royaume-Uni supplante la France en termes de niveau de PIB en 2014 et prend la 5<sup>e</sup> place mondiale, grâce à l'appréciation de la livre sterling et à une meilleure croissance.  
L'Allemagne atteint l'équilibre budgétaire en 2014 pour la première fois depuis 1969, avec un an d'avance sur le calendrier prévu.
- 25** Alexis Tsipras devient Premier ministre de la Grèce après la large victoire du parti de gauche radicale *Syriza*.

- 27** La Commission européenne fixe à 1,45 milliard d'euros le montant des aides agricoles que la France devra rembourser, aides versées à tort entre 2008 et 2012.

### Monde hors Union européenne

- 15** La banque nationale suisse décide la fin de l'indexation du franc suisse sur l'euro.
- 16** Manifestations anti-françaises dans plusieurs pays musulmans : Algérie, Niger, Pakistan, Sénégal.
- 18** La chute des prix du pétrole déstabilise de nombreux pays exportateurs : le Venezuela est au bord du défaut de paiement, la Russie doit tailler dans ses dépenses, le Nigeria et l'Iran sont fragilisés.
- 29** Standard & Poor's place la Russie en catégorie spéculative : la Bourse de Moscou plonge.

## Février

### France

- 12** Renault triple son bénéfice en 2014 et confirme l'embauche d'un millier de CDI en 2015.
- 13** L'Égypte, premier acheteur étranger du Rafale : 24 avions commandés.

### Union européenne hors France

- 23** Après une mise en demeure de ses homologues de la zone euro réunis à Bruxelles le 16 février, le ministre grec des finances accepte les conditions mises à la prolongation pour quatre mois du plan d'aide à la Grèce.
- 24** L'Italie et la France annoncent le lancement des travaux en 2016 de la ligne à grande vitesse Lyon-Turin.

### Monde hors Union européenne

- 02** Ouverture de nouvelles discussions sur le traité de commerce transatlantique entre les États-Unis et l'Europe.
- 03** Standard & Poor's accepte de verser 1,5 milliard de dollars à la justice américaine et à des plaignants pour sa responsabilité dans la crise des *subprimes*.

- 12 Les quatre chefs d'État russe, ukrainien, allemand et français réunis à Minsk parviennent à un plan de paix sur l'Ukraine.

## Mars

### France

- 29 Élections départementales : victoire de la droite qui remporte 67 départements.

### Union européenne hors France

- 09 Démarrage du plan de rachats d'actifs financiers de 1 100 milliards d'euros (*quantitative easing - QE*) par la Banque centrale européenne : le CAC 40 réagit en dépassant les 5 000 points.
- 12 L'Islande retire sa candidature pour une entrée dans l'Union européenne.
- 27 Le lanceur russe Soyouz met en orbite les satellites 7 et 8 de la constellation Galileo qui doit permettre à l'Union européenne de disposer de son propre système de navigation par satellite.

### Monde hors Union européenne

- 15 La conférence internationale sur l'Égypte accorde à cette dernière 55 milliards d'euros de contrats, prêts et aides à l'investissement.
- 18 Attentat au musée du Bardo à Tunis : 19 morts dont 17 touristes.
- 20 Au Yémen, 144 morts dans un double-attentat de miliciens houthistes à Sanaa ; le 26, le président yéménite se réfugie en Arabie saoudite, qui rassemble une coalition pour reprendre les territoires contrôlés par les houthistes.
- 23 L'Égypte et le Soudan donnent leur accord à l'Éthiopie pour la construction d'un barrage sur le Nil qui sera terminé en 2017.

## Avril

### France

- 10 La pollution de l'air coûte un à deux milliards d'euros par an à la France, selon une étude de l'Inserm et de l'Université Pierre et Marie Curie.
- 12 L'Inde commande 36 avions Rafale à la France.

### Union européenne hors France

- 08 Le plus gros mariage dans le secteur des hydrocarbures depuis 15 ans : Shell

annonce le rachat de British Gas pour 47 milliards de livres, ce qui le place au second rang des producteurs mondiaux d'énergie et assied sa domination sur le marché mondial du gaz naturel liquéfié (GNL).

### Monde hors Union européenne

- 01 L'Autorité palestinienne devient le 123<sup>e</sup> membre de la Cour pénale internationale de La Haye.
- 10 La Suisse, premier pays à emprunter à 10 ans à taux négatif, avec une émission d'obligations à 10 ans au taux de - 0,05 %.
- 17 La Chine octroie un nouveau prêt de 4,7 milliards d'euros au Venezuela qui la remboursera en pétrole.
- 21 Signature d'accords entre la Chine et le Pakistan pour 28 milliards de dollars d'investissements d'infrastructures.

## Mai

### France

- 08 Les actionnaires d'Holcim approuvent la fusion avec Lafarge ; le groupe sera coté le 14 juillet.

### Union européenne hors France

- 07 Au Royaume-Uni, le Premier ministre conservateur David Cameron obtient la majorité absolue au Parlement.

### Monde hors Union européenne

- 26 Amazon annonce qu'il ne paiera plus ses impôts au Luxembourg, mais déclarera des revenus en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie et au Royaume-Uni.
- 28 Le ministre de l'agriculture du Nigeria est élu président de la Banque africaine de développement.

## Juin

### France

- 01 Le secrétaire d'État à la simplification annonce 92 mesures pour faciliter les démarches des entreprises et des particuliers.
- 09 Plan pour l'emploi des PME-TPE : 18 mesures, dont en particulier une aide exceptionnelle à l'embauche du premier salarié et un plafonnement des indemnités prud'homales accordées aux salariés licenciés sans cause réelle et sérieuse.

Annulation de près de 700 millions d'euros de crédits du budget de l'État, parmi les 4 milliards d'euros d'économies demandées par la Commission européenne à la France pour 2015.

### *Union européenne hors France*

- 02** La Belgique place le Luxembourg sur la liste des paradis fiscaux.
- 11** Les créanciers de la Grèce (Union européenne et FMI) lui lancent un ultimatum : si la Grèce ne met pas en place les réformes proposées, elle se verra couper ses financements et sera mise en défaut de paiement le 30 juin.
- 29** La Grèce ferme ses banques jusqu'au 6 juillet. Les retraits aux distributeurs sont limités à 60 euros par jour pour les autochtones.

### *Monde hors Union européenne*

- 11** Pour la première fois depuis 1975, les États-Unis deviennent le premier producteur mondial de pétrole (11,6 millions de barils/jour), devant l'Arabie Saoudite (11,5 millions) et la Russie (10,8 millions).
- 18** Le franco-béninois Lionel Zinsou, président du plus gros fonds d'investissement français, est nommé Premier ministre du Bénin.
- 20** La coalition des groupes touaregs du Nord du Mali signe à Bamako un « accord de paix et de réconciliation » négocié depuis un an à Alger.
- 26** En Tunisie, 38 morts dans un attentat sur la plage d'un hôtel d'El Kantaoui. Trois mois après l'attentat du musée du Bardo, c'est un second coup très dur porté au tourisme tunisien.

## **Juillet**

### *France*

- 27** Plan Juncker : un premier accord signé en France. La BEI prend une participation de 50 millions d'euros dans le fonds Omnes Capital destiné à financer de nouvelles infrastructures dans les énergies renouvelables.

### *Union européenne hors France*

- 01** Le Luxembourg prend la présidence de l'Union européenne pour six mois.

- 02** Le roi d'Espagne Felipe VI choisit la France pour sa première visite d'État.

- 05** La Grèce vote NON au référendum sur l'adoption du plan de mesures proposé par l'Union européenne et le FMI.

- 20** La Grèce rembourse sa dette à la BCE et au FMI grâce à un prêt de 6,7 milliards des Européens obtenu contre l'engagement d'un second plan de réformes. Celui-ci comprend notamment une hausse de la TVA entrée en vigueur le 20 juillet.

- 24** Le Parlement grec vote le second train de mesures exigées par les créanciers du pays. Dans la foulée, l'agence Standard and Poor's relève de CCC à CCC+ la note d'endettement à long terme de la Grèce.

### *Monde hors Union européenne*

- 01** Les États-Unis annoncent la reprise des relations diplomatiques avec Cuba : réouverture officielle des ambassades le 20 juillet.

- 06** Panique boursière à Shanghai : - 5,9 % en un jour. La baisse de la valeur de la place atteint 30 % depuis la mi-juin.

- 14** À Vienne, accord sur le nucléaire entre l'Iran et les Occidentaux après 12 ans de négociation.

- 20** En Turquie, premier attentat de l'État islamique près de la frontière syrienne : 30 morts. Le 23, la Turquie autorise les États-Unis à utiliser ses bases aériennes pour bombarder les positions djihadistes côté syrien.

## **Août**

### *France*

- 01** Entrée en vigueur de l'encadrement des loyers à Paris : un arrêté préfectoral fixera le loyer de référence pour chacun des 80 quartiers parisiens ; ce loyer majoré de 20 % constituera le plafond à ne pas dépasser. Parmi les villes de province, seule Lille met en place le même type de mesure. Le taux du livret A passe de 1 % à 0,75 %.

- 07** Promulgation de la loi Macron sur la modernisation de l'économie, 24 heures après sa validation partielle par le Conseil constitutionnel. Le plafonnement des indemnités de licenciement accordées aux salariés licenciés sans cause réelle et sérieuse est censuré, non sur le principe,

mais parce qu'il ne concernerait que les salariés des PME et TPE.

- 19** Démission du ministre du travail François Rebsamen, remplacé par Myriam El Khomri le 2 septembre.

### *Union européenne hors France*

- 03** La Bourse d'Athènes rouvre après cinq semaines de fermeture.
- 21** L'Union européenne demande à ses États-membres de suspendre la commercialisation de 700 médicaments génériques testés et fabriqués en Inde.
- 31** Les réfugiés affluent vers l'espace Schengen, principalement en Grèce et en Italie. Devant l'ampleur de l'afflux, la chancelière allemande en appelle aux valeurs européennes pour inciter ses partenaires à faire preuve de solidarité, tandis que certains pays comme la Hongrie renforcent leurs frontières.

### *Monde hors Union européenne*

- 13** La Chine dévalue sa monnaie de près de 5 % en trois jours.
- 17** IndiGo, première compagnie aérienne indienne, confirme sa commande de 250 Airbus A320 Neo pour 24 milliards de dollars.
- 24** La clôture en baisse de 8,5 % de la bourse de Shanghai entraîne une chute des marchés mondiaux. Le baril de pétrole tombe sous les 40 dollars, une première depuis 2009.
- 28** Le Brésil, 7<sup>e</sup> économie mondiale, entre en récession pour la première fois depuis 6 ans avec une chute de 1,9 % de son PIB au 2<sup>e</sup> trimestre.

## Septembre

### *France*

- 01** Loi Macron : publication du décret libéralisant les transports par autocars. Entrée en vigueur du tarif unique de 70 euros pour la carte Navigo utilisée par 3,8 millions de Franciliens.
- 18** Moody's dégrade la note de la dette souveraine de la France de Aa1 à Aa2.
- 24** Loi Macron : publication du décret établissant les contours des zones touristiques internationales dans lesquelles les magasins pourront ouvrir le dimanche.

- 25** Dans son rapport 2015 sur l'État de la France, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) recommande d'accélérer la transition énergétique de l'économie française avec la mise en œuvre d'un programme d'investissements durables, qui s'appuierait sur un fort développement d'emplois qualifiés et contribuerait ainsi à la baisse du chômage.
- 30** Le projet de loi de finances pour 2016 prévoit la mise en œuvre du prélèvement à la source pour le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### *Union européenne hors France*

- 07** Manifestation du parti allemand anti-immigrés *Pegida* contre la politique d'ouverture aux réfugiés prônée par Angela Merkel.
- 15** Plan d'aide de l'Union européenne de 500 millions d'euros pour l'élevage porcin dont 63 millions pour la France.
- 18** Le groupe Volkswagen mis sur la sellette avec la révélation d'un trucage de ses moteurs diesel pour minimiser les émissions polluantes. Le président du directoire démissionne le 23.
- 20** En Grèce, le parti *Syriza* remporte les élections législatives : le nouveau Parlement approuve la politique de réformes et d'austérité négociée entre Alexis Tsipras et l'Union européenne.
- 25** Le sommet européen réuni à Bruxelles décide la création de 100 000 places d'accueil de réfugiés.

### *Monde hors Union européenne*

- 02** Drame des migrants : après la découverte de 71 morts dans un camion en Autriche, la photo de la noyade du petit Aylan sur une plage turque fait le tour du monde.
- 14** La Russie et la Turquie reportent leur projet de gazoduc géant, le Turkish stream.
- 23** Le président colombien et le chef des FARC signent un accord sur la justice « transitionnelle » pour permettre la démobilisation des guerilleros.

## Octobre

### *France*

- 05** La France vendra à l'Égypte les 2 porte-hélicoptères Mistral construits initialement pour la Russie.

- 10 Alstom remporte un marché de 2,8 milliards d'euros pour la construction de 800 locomotives électriques en Inde.
- 16 Patronat et syndicats trouvent un accord pour renflouer les régimes de retraite complémentaire Agirc-Arrco des salariés du privé.
- 18 Loi Macron : premières ouvertures de magasins le dimanche dans les zones touristiques.
- 19 Le projet de loi de finances pour 2016 prévoit de ramener le déficit à 4 % en réduisant les dépenses de 21 milliards d'euros. Alourdissement de la fiscalité du diesel (qui devra être identique à celle de l'essence en 2020) pour permettre un allègement des taxes locales pour les faibles revenus.
- 28 Première publication des 10 nouveaux indicateurs de richesse qui concernent aussi bien l'économie que l'environnement, la santé ou l'éducation, et se veulent complémentaires du PIB, dans la lignée du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi.

### *Union européenne hors France*

- 02 Standard and Poor's relève la note de la dette de l'Espagne de BBB à BBB+.
- 05 L'OCDE annonce l'accord de 62 pays pour lutter contre « l'optimisation fiscale agressive » des grands groupes ; il sera adopté le 9 par le G20 réuni à Lima.
- 08 Dans l'Union européenne, seuls les pays qui le veulent ouvriront leur réseau ferroviaire à la concurrence pour le transport de passagers.
- 10 19 des 28 État-membres de l'Union européenne interdisent la culture des OGM sur tout ou partie de leur territoire ; parmi eux, l'Allemagne, le Danemark, la France, l'Italie, le Royaume-Uni (sauf l'Angleterre) et la Belgique (Wallonie uniquement).

### *Monde hors Union européenne*

- 05 Signature d'un accord de libre-échange (Partenariat transpacifique) entre 12 pays d'Amérique, d'Asie et d'Océanie.
- 09 Pour les 30 plus grosses banques mondiales : fixation par le conseil de stabilité financière (FSB) du montant du TLAC (Total Loss Absorption Capacity) ou matelas de fonds propres constitué essentiellement d'obligations, qui pourra absorber

les pertes d'une banque défailante mise en résolution. Le TLAC devra atteindre 16 % de leur actifs pondérés en fonction des risques au 1<sup>er</sup> janvier 2019, puis 18 % au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

- 10 La Chine annonce la fin de la politique de l'enfant unique.
- 12 Dell effectue la plus grosse acquisition du marché des NTIC en rachetant EMC (spécialiste du stockage de données) pour 67 milliards de dollars.
- 15 Barack Obama renonce à retirer les troupes américaines d'Afghanistan avant la fin de son mandat.
- 19 La croissance chinoise au plus bas depuis 2009 : le taux de croissance du PIB passe sous les 7 % au 3<sup>e</sup> trimestre.
- 29 Après une première commande de 30 Airbus A330, la Chine commande 100 Airbus A320.

## **Novembre**

### *France*

- 01 François Villeroy de Galhau succède à Christian Noyer à la tête de la Banque de France.
- 03 Report d'un an de la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) des collectivités locales.
- 13 130 morts dans une série d'attentats islamistes dans Paris et à Saint-Denis. Premières conséquences : l'hôtellerie et les salles de spectacle enregistrent de très nombreuses annulations et les ventes des commerces chutent.
- 16 François Hollande fait voter l'état d'urgence par le Congrès réuni à Versailles ; il annonce la création de milliers de postes supplémentaires dans la police, la gendarmerie, la justice, les douanes et l'arrêt des suppressions de postes jusqu'à 2019 dans la défense.
- 17 Vote de la loi de finances pour 2016 : dérapage du déficit prévisionnel, avant même les mesures annoncées par François Hollande la veille. À partir de 2017, la taxe carbone financera le développement des énergies renouvelables.
- 29 Le pacte de sécurité coûtera 735 millions d'euros en 2016, pour financer de nouveaux postes dans la police, la gendarmerie, les douanes et la justice, mais aussi des dépenses d'équipement.

**30** La France inaugure la plus grande centrale photovoltaïque d'Europe à Cestas (Gironde) : installée sur 260 hectares, elle produira en moyenne 350 gigawatt-heures (GWh) par an.

### *Union européenne hors France*

**12** La Suède rétablit les contrôles à ses frontières.

**17** Adoption par le Parlement européen d'un budget de 155 milliards d'euros, dont notamment 4 milliards seront consacrés à la crise des réfugiés.

Avec l'atonie de la croissance de la zone euro au 3<sup>e</sup> trimestre, l'euro tombe sous le seuil de 1,065 dollar pour la première fois depuis le mois d'avril.

**18** La Grèce annonce un accord avec ses créanciers de l'Union européenne et du FMI : l'instauration de nouvelles mesures de rigueur ouvre la voie au déblocage de 12 milliards d'euros de prêts supplémentaires.

**29** Ouverture à Paris de la COP21, Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques.

Accord entre la Turquie et l'Union européenne qui lui octroiera 3 milliards d'euros pour gérer les 2 millions de réfugiés syriens hébergés sur son sol.

### *Monde hors Union européenne*

**07** Rencontre pour un sommet inédit entre les présidents chinois et taïwanais à Singapour.

**12** La Réserve fédérale américaine s'apprêtant à relever ses taux d'intérêt, le cours de l'or plonge à son plus bas niveau depuis février 2010 : le prix de l'once chute à 1 075 \$ soit environ 1 000 euros.

**23** La fusion Pfizer-Allergan donne naissance au premier groupe pharmaceutique mondial.

## **Décembre**

### *France*

**01** À Paris, l'industrie du luxe subit la chute du nombre de touristes due aux attentats : la fréquentation des grands magasins chute de 30 à 50 %.

**03** Le taux de chômage a augmenté de 0,2 point au troisième trimestre 2015 pour atteindre 10,2 % de la population active en France métropolitaine, soit son plus haut niveau depuis fin 1997.

**12** À Paris, la COP21 s'achève sur un accord de 195 pays pour lutter contre le réchauffement de la planète.

**15** Élections régionales : le FN, arrivé en tête dans 6 régions au premier tour, n'en remporte finalement aucune ; la droite remporte 7 régions contre 5 à la gauche et une aux nationalistes (Corse).

**23** François Hollande décide d'introduire la déchéance de nationalité dans le projet de réforme constitutionnelle.

### *Union européenne hors France*

**20** La France n'est plus le premier partenaire économique de l'Allemagne : elle cède sa place aux États-Unis.

### *Monde hors Union européenne*

**01** Le FMI accorde le statut de monnaie de réserve au yuan à partir de septembre 2016 ; ce statut permettra au yuan de prendre part aux Droits de tirage spéciaux (DTS), un instrument monétaire créé par le FMI pour compléter les réserves officielles existantes des pays membres.

**08** Le cours du Brent subit les effets de la décision de l'OPEP de maintenir sa production inchangée malgré la surabondance de l'offre et passe sous la barre des 40 dollars pour la première fois depuis février 2009.

**15** Le Japon va construire le premier TGV indien entre Bombay et Ahmedabad. Le chantier est estimé à 13,5 milliards d'euros.

**19** L'Organisation internationale pour les migrants et le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) font état d'un million d'entrées de migrants en Europe, majoritairement par voie maritime.

**21** Le cours du pétrole continue de baisser : moins de 35 dollars pour un baril de Brent.

## Agents non financiers résidents

Ils sont répartis en trois secteurs : les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ; les sociétés non financières ; les administrations publiques (APU), ces dernières regroupant l'État, les organismes divers d'administration centrale (Odac), les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

## Chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT)

Personne en âge de travailler (c'est-à-dire ayant 15 ans ou plus) qui :

- n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence ;
- est disponible pour travailler dans les deux semaines ;
- a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

## Compétitivité-prix à l'exportation

Rapport d'un prix de référence étranger à un prix à l'exportation français. Le prix de référence étranger est une moyenne pondérée des prix de 23 partenaires commerciaux de la France dans l'OCDE. La pondération et les prix de ces 23 partenaires sont établis en fonction de l'intensité de la concurrence exercée par les exportateurs étrangers sur les marchés tiers pour une année de référence (1999).

Selon la même méthode, on calcule également un indicateur de compétitivité-coût, qui compare les coûts salariaux unitaires de la France à ceux de ses 23 partenaires.

Ces derniers, considérés pour les indicateurs de compétitivité-prix et de compétitivité-coût sont l'ensemble des pays de l'OCDE à l'exclusion de l'Europe centrale (Pologne, Hongrie,

République tchèque, Slovaquie, Slovénie et Estonie), du Luxembourg, de l'Islande, d'Israël et du Chili. L'indicateur de compétitivité-prix se rapporte aux biens et services, celui des coûts à l'ensemble de l'économie.

## Déficit commercial

Déficit des échanges extérieurs de biens en valeur, mesuré FAB-FAB (voir **FAB - franco à bord**).

## Dépenses des administrations publiques

Elles sont ventilées suivant une nomenclature internationale définie dans le chapitre 29 du système de comptes nationaux (SCN) de 2008 : la COFOG (*Classification of the functions of government*). Celle-ci répartit les dépenses des administrations publiques en dix catégories selon leur finalité.

Le champ des administrations publiques et le montant des dépenses sont ceux de la comptabilité nationale. Conventionnellement, les dépenses d'intérêts de la dette, lorsque la finalité de ces dépenses d'intérêts ne peut être distinguée de manière précise, sont comptabilisées dans la fonction « services publics généraux ». L'affectation des dépenses de transfert (transferts courants ou en capital) est faite suivant la dépense qu'elle finance lorsqu'elle est connue. Dans le cas contraire, elle figure conventionnellement en « services publics généraux ».

Le partage, délicat, entre dépenses de santé et de protection sociale peut nuire à la comparabilité des résultats internationaux. Sont comptabilisés dans les chiffres français : en santé, les dépenses concernant la prise en charge de soins de santé (remboursement de soins de ville et de biens médicaux) et les coûts de fonctionnement des hôpitaux ; en protection sociale, les transferts en espèces aux ménages destinés à compenser les pertes de revenus dues à la maladie et aux accidents du travail (indemnités journalières). En outre, tous

les pays n'appliquent pas nécessairement les mêmes conventions comptables, certains classant par exemple les hôpitaux publics hors des administrations publiques.

Les dépenses par sous-secteurs (État, Odac, administrations publiques locales et administrations de sécurité sociale) présentées ici sont consolidées : elles excluent tous les transferts à destination d'autres administrations publiques.

## Dettes nettes

Dettes publiques notifiées diminuées des dépôts, crédits et titres de créances négociables (évalués à leur valeur de marché) détenus par les administrations publiques des autres secteurs.

## Dettes publiques au sens de Maastricht

Cohérente avec les comptes nationaux financiers, elle diffère du total du passif des administrations publiques car : elle exclut certains instruments de dette, essentiellement les crédits commerciaux et autres délais de paiement ; elle est consolidée : les dettes dont le créancier appartient au champ des administrations publiques sont exclues ; enfin, elle est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement effective et non à la valeur de marché comme cela se fait dans les comptes nationaux.

## Eaux résiduaires urbaines

Eaux qui proviennent des activités domestiques normales telles que les eaux fécales, de nettoyage, de cuisine, d'hygiène.

## Emploi

En comptabilité nationale, tous les types d'emploi (salarié, non-salarié) sont comptabilisés et chaque personne compte pour un emploi dit « **en personne physique** », quel que soit son temps de travail et même s'il est très réduit. La notion d'**emploi intérieur** correspond à l'emploi généré par l'économie sur le territoire, en métropole et dans les départements d'outre-mer (y compris

Mayotte). Les estimations intègrent les non-résidents travaillant sur le territoire économique (frontaliers ou saisonniers venant en France), mais excluent les résidents travaillant à l'étranger.

Pour tenir compte de façon plus précise de la force de travail mobilisée par l'économie française, il faut recourir à la notion d'« **équivalent temps plein** », qui prend notamment en compte le temps partiel : deux personnes travaillant à mi-temps sont par exemple comptabilisées pour un seul équivalent temps plein. À l'inverse, la multi-activité et les corrections pour travail non déclaré tendent à relever les effectifs en équivalent temps plein. Au total, le nombre d'emplois en équivalent temps plein est inférieur à l'emploi comptabilisé en personnes physiques.

## Empreinte carbone

L'empreinte carbone d'un pays comptabilise l'ensemble des émissions des gaz à effet de serre induites par la consommation intérieure de biens et services, qu'ils soient produits dans le pays ou importés. Elle exclut les émissions liées à la fabrication des produits et services exportés.

## Endettement des agents non financiers résidents

Il s'agit ici d'un agrégat large de l'endettement des agents non financiers résidents, englobant l'ensemble des engagements contractés sous forme d'emprunts auprès des institutions financières (institutions financières monétaires et autres intermédiaires financiers), résidentes et non résidentes, et sous forme de titres de créance émis sur les marchés de capitaux, en France comme à l'étranger. Les encours de titres de créance sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Pour les administrations publiques (APU), c'est l'encours de la dette notifiée par la France à la Commission européenne (dite dette « Maastricht ») qui est présenté. La dette « Maastricht » est consolidée : les dettes entre sous-secteurs des APU en sont exclues. Ici, la présentation ne comprend ni les prêts entre

agents non financiers résidents, ni les crédits commerciaux, ni les prêts entre affiliés. Les financements par émissions d'actions n'apparaissent pas non plus, car ils ne constituent pas une dette mais un droit de propriété.

### Enquête Emploi en continu

Enquête auprès des ménages, qui porte sur les personnes de 15 ans ou plus vivant en France métropolitaine. Chaque trimestre, près de 70 000 logements répondent à l'enquête (sont exclus du champ de l'enquête les communautés : foyers, cités universitaires, hôpitaux, prisons), l'ensemble des répondants compte autour de 100 000 personnes de 15 ans ou plus. Cet échantillon est partiellement renouvelé chaque trimestre. La collecte a lieu en continu durant toutes les semaines de chaque trimestre. L'enquête est prolongée par une enquête postale auprès des non-répondants dont les résultats sont disponibles plus tardivement. Le taux de chômage est estimé avec une précision de +/- 0,3 point.

### Équivalent temps plein

Voir **Emploi**.

### Excédent brut d'exploitation

Solde du compte d'exploitation. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation.

### FAB - franco à bord

Désigne une marchandise dont la valeur à l'importation est évaluée au passage à la frontière du pays d'origine à l'exclusion des coûts de transport et d'assurance entre la frontière du pays d'origine et celle du pays importateur. Lorsque ces coûts sont inclus, les importations sont valorisées CAF (« coûts, assurance, fret »). Les exportations sont toujours mesurées FAB. La correction CAF-FAB pour les importations n'est disponible que globalement, et pas pour chaque poste isolément.

### Intermédiaires financiers hors sociétés d'assurance (IF)

Ils regroupent, pour l'essentiel, la Banque de France, les établissements de crédit et les fonds d'investissement (organismes de placement collectif monétaires, non monétaires et assimilés).

La comptabilité nationale distingue deux composantes de la production des IF : d'une part la **production facturée**, c'est-à-dire essentiellement les commissions, d'autre part la production de **services d'intermédiation financière indirectement mesurés** (Sifim), correspondant aux marges d'intérêt perçues à l'occasion des opérations de crédit et de dépôt réalisées par les banques avec leur clientèle.

### Parités de pouvoir d'achat (PPA)

Taux qui permettent de convertir toutes les monnaies dans une monnaie commune, le **standard de pouvoir d'achat** (SPA), qui a le même pouvoir d'achat dans chaque pays. L'agrégat de référence est le PIB, mais les indices de volume par habitant peuvent être évalués pour tous les agrégats. Les indices de prix et de volume sont calculés par rapport à une base 100 représentant la moyenne de l'Union européenne à 28.

### Part de marché relative de la France

Rapport des exportations totales françaises de biens et services aux exportations mondiales de biens et services.

### Patrimoine national

Patrimoine des résidents sur le territoire national. Il est composé du patrimoine non financier et du patrimoine financier net, à la fois solde des créances et dettes vis-à-vis de l'extérieur et solde des actifs et passifs financiers détenus au niveau national. Dans le compte de patrimoine, on distingue la valeur des bâtiments de celle des terrains qui les supportent. L'évolution des prix des bâtiments suit l'indice du coût de la construction et l'ensemble bâtiments plus terrains bâtis l'indice de prix des logements

anciens. Ce sont donc principalement les terrains qui supportent les variations des prix de l'immobilier.

### **Pauvreté en conditions de vie**

Désigne une situation de difficulté économique durable définie comme l'incapacité de couvrir 3 dépenses parmi les 9 de la liste suivante :

1. arriérés de paiement du loyer, d'un emprunt hypothécaire ou des factures d'eau/gaz/électricité dans les 12 derniers mois ;
2. chauffer son logement ;
3. faire face à des dépenses imprévues ;
4. consommer de la viande ou une autre source de protéines au moins tous les 2 jours ;
5. s'offrir une semaine de vacances hors du logement ;
6. posséder un téléviseur couleur ;
7. posséder un lave-linge ;
8. posséder une voiture personnelle ;
9. posséder un téléphone.

### **Pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB)**

L'évolution du pouvoir d'achat du RDB rapporte l'évolution du RDB à celle du prix de la dépense de consommation des ménages.

### **Produit intérieur net (PIN)**

Mesure la production agrégée des agents économiques résidents au cours de la période (PIB), nette de la consommation de capital fixe (CCF), qui correspond au coût d'usure et d'obsolescence du capital au cours de la même période. De même, le revenu disponible net s'obtient en déduisant la CCF du revenu disponible brut. Il est préférable de comparer les stocks de patrimoine avec des flux macroéconomiques nets plutôt que bruts, car il est lui-même un stock net.

### **Ratios d'endettement**

Leur suivi permet d'apprécier l'adéquation des financements obtenus sous forme d'emprunts par les agents économiques aux évolutions de l'économie réelle. La répartition par instruments des financements obtenus (crédits, titres de créance) fournit des indications sur les substitutions réalisées entre les différentes formes d'endettement.

### **Revenu disponible ajusté des ménages**

Revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature, contreparties des consommations individualisables incluses dans les dépenses des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

### **Revenu disponible brut (RDB)**

Revenu à la disposition des ménages pour la consommation et l'épargne une fois déduits les prélèvements sociaux et fiscaux. Il comprend les revenus d'activité (rémunération des salariés et revenus d'entreprise des entrepreneurs individuels), les revenus de la propriété (dividendes, intérêts et loyers), les prestations sociales autres que des transferts sociaux en nature (pensions de retraite, indemnités de chômage, allocations familiales, minima sociaux, etc.), les autres transferts courants (notamment les indemnités d'assurance nettes des primes), diminués des impôts et cotisations sociales versés par les ménages.

### **Revenu national brut (RNB)**

Mesure l'ensemble des revenus perçus par les agents résidant sur le territoire national tandis que le PIB mesure le surcroît de richesse produit dans l'année sur le territoire national. Il est obtenu en ajoutant au PIB le solde (positif ou négatif) des revenus du travail et de la propriété reçus du reste du monde.

## Secteur des sociétés d'assurance

Regroupe toutes les sociétés, hors organismes de sécurité sociale, dont les activités recouvrent la protection contre divers risques (décès, invalidité, santé, dommages corporels, dommages aux biens, etc.), la constitution d'une épargne (assurance-vie) ainsi que la réassurance. Il inclut par ailleurs les opérations réalisées par la Coface pour le compte de l'État français. Les sociétés d'assurance classique reçoivent des primes et versent des indemnités tandis que les sociétés d'assurance sociale privée reçoivent des cotisations et versent des prestations. En comptabilité nationale, le service produit par les sociétés d'assurance est mesuré comme la somme des primes (ou cotisations) et des revenus de placement des réserves, diminuée des indemnités attendues ou des prestations dues. Dans le cas de l'assurance-vie, cette définition intègre les décalages temporels entre le versement des cotisations par les épargnants et le bénéfice qu'ils en tirent (à la clôture du contrat) en tenant compte des provisions financières que la société d'assurance doit réglementairement constituer.

## Sorties précoces du système scolaire (en %)

Elles sont mesurées par la proportion de jeunes de 18-24 ans qui ne poursuivent pas d'études ni de formation et n'ont ni certificat d'aptitude professionnelle (CAP), ni brevet d'études professionnelles (BEP), ni diplôme supérieur.

## Taux d'autofinancement

Rapport de l'épargne brute à la formation brute de capital fixe.

## Taux de change effectif nominal (respectivement réel) de la France

Il est calculé en agrégeant les parités nominales (respectivement déflatées par les prix à la consommation) des monnaies de 23 pays de l'OCDE avec la même pondération que celle utilisée pour le calcul de la compétitivité-coût et prix.

La compétitivité-prix française s'améliore lorsque les prix français progressent moins vite que les prix étrangers exprimés en une monnaie commune, que ce soit en raison d'une moindre inflation, d'une dépréciation nominale ou d'une combinaison de ces deux facteurs. Une situation où la compétitivité-coût se détériore et où la compétitivité-prix reste stable peut traduire un effort de compression des marges plus important de la part des exportateurs français.

## Taux de couverture

Rapport entre les exportations et les importations FAB.

## Taux de croissance annuel

En pourcentage de l'année N, rapport entre le flux de l'année N et l'encours observé à la fin de l'année N-1.

## Taux d'investissement

Rapport de la formation brute de capital fixe à la valeur ajoutée.

## Taux de marge

Rapport de l'excédent brut d'exploitation à la valeur ajoutée.

## Titres de créance

Désignent les bons du Trésor (BTF et BTAN), les titres de créances négociables émis sur le marché français (billets de trésorerie, certificats de dépôt, bons à moyen terme négociables), le *commercial paper* émis à l'étranger et les *Euro medium term notes* (EMTN) et les obligations, dont les obligations assimilables du Trésor (OAT). Au sein des titres de créance, les titres à court terme sont les titres d'échéance initiale inférieure ou égale à un an et les titres à moyen et long terme, ceux dont l'échéance à l'émission est supérieure à un an. Pour ces derniers, les émissions des groupes bancaires acquises par ces mêmes groupes sont exclues des statistiques présentées dans le présent ouvrage.